



CHAPITRE 15

Loi modifiant la Loi des pensions

[Sanctionnée le 11 mars 1948]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 13,
a. 7, am.

Service
militaire.

1. L'article 7 de la Loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Cependant, le temps pendant lequel le service d'un fonctionnaire ou d'un employé a été interrompu par suite de service actif dans les forces armées de Sa Majesté ou de ses alliés au cours d'une guerre est compté sans contribution, sauf pour les fins de l'article 3."

S.R., c. 13,
a. 17,
remp.

Années
de contri-
butions
requis.

2. L'article 17 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**17.** Nul fonctionnaire ou employé public n'a droit au montant entier de sa pension s'il n'a subi des retenues pendant quinze années. Si la pension devient payable avant l'expiration de cette période, une retenue calculée d'après le traitement moyen sur lequel la pension est basée sera déduite chaque mois du montant de la pension jusqu'à ce que les quinze années de retenues soient révolues."

S.R., c. 13,
a. 19, am.

3. L'article 19 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les trois premières lignes du premier alinéa, les mots "A partir du premier jour du mois qui suit la date du décès d'un fonctionnaire ou d'un

CHAPTER 15

An Act to amend the Pension Act

[Assented to, the 11th of March, 1948]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 7 of the Pension Act (Revised Statutes, 1941, chapter 13) is amended by adding thereto the following paragraph:

"Nevertheless, the time during which the service of an officer or an employee has been interrupted through active service in the armed forces of His Majesty or of his allies during a war shall be counted without any contribution, except for the purposes of section 3."

R.S., c. 13,
s. 7, am.

Military
service.

2. Section 17 of the said act is replaced by the following:

"**17.** No public officer or employee shall be entitled to the full amount of his pension, unless he has for fifteen years been subject to the deduction. If the pension becomes payable before the expiration of such period, a deduction calculated on the average salary upon which the pension is based, shall be retained, each month, from the amount of his pension, until such fifteen years of deduction have elapsed."

R.S., c. 13,
s. 17, re-
placed.

Years of
contribu-
tions re-
quired.

3. Section 19 of the said act is amended by replacing the words "From and after the first day of the month which follows the date of the death of a public officer or employee" by the words "From the day

R.S., c. 13,
s. 19, am.

employé public" par les mots "A partir du jour que cesse le paiement du traitement d'un fonctionnaire ou employé public".

when the payment of the salary of a public officer or employee ceases", in the first three lines of the first paragraph thereof.

S.R., c. 13, a. 32, am. **4.** L'article 32 de ladite loi, édicté par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 17, est de nouveau modifié en remplaçant dans la neuvième ligne, le nombre "1946" par le nombre "1949".

4. Section 32 of the said act, enacted R.S., c. 13, by section 4 of the act 6 George VI, chapter 14 and amended by section 1 of the act 9 George VI, chapter 17 is again amended by replacing the number "1946", in the ninth line thereof, by the number "1949".

Id., a. 52, am. **5.** L'article 52 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

5. Section 52 of the said act, enacted Id., s. 52, by section 6 of the act 6 George VI, chapter 14, is amended by adding thereto the following paragraph:

Retenues
créditées. "Toutefois, les retenues faites sur les traitements des fonctionnaires et employés de la Commission des accidents du travail de Québec, de la Commission du salaire minimum et de la Commission des liqueurs de Québec sont versées au trésorier de la province et portées au crédit de ces commissions respectivement, dans un compte spécial tenu pour chacune d'elles. Ces fonds répondent du paiement des pensions et des remboursements dus aux fonctionnaires et employés de chacune de ces commissions."

"Nevertheless, the deductions made out of the salary of the officers and employees of the Quebec Workmen's Compensation Commission, of the Minimum Wage Commission and of the Quebec Liquor Commission shall be paid to the Provincial Treasurer and credited to such Commissions respectively, in a special account maintained for each one of such commissions. These funds shall guarantee the payment of the pensions and the refunds due to the officers and employees of each of these Commissions."

S.R., c. 13, a. 53, remp. **6.** L'article 53 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, est remplacé par le suivant:

6. Section 53 of the said act, enacted R.S., c. 13, by section 6 of the act 6 George VI, chapter 14, is replaced by the following:

Minimum
d'années
requises. **"53.** Nul fonctionnaire n'a droit au montant entier de sa pension s'il n'a subi des retenues pendant quinze années. Si la pension devient payable avant l'expiration de cette période, une retenue calculée d'après le traitement moyen sur lequel la pension est basée sera déduite chaque mois du montant de la pension jusqu'à ce que les quinze années de retenues soient révolues."

"53. No public officer shall be entitled to the full amount of his pension unless he has for fifteen years been subject to the deduction. If the pension becomes payable before the expiration of such period, a deduction calculated on the average salary upon which the pension is based shall be retained, each month, from the amount of his pension, until such fifteen years of deduction have elapsed."

S.R., c. 13, a. 56, am. **7.** L'article 56 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, est modifié en remplaçant, dans les trois premières lignes, les mots "A partir du premier jour du mois qui suit la date du décès d'un fonctionnaire" par les mots "A partir du jour que cesse le paiement du traitement d'un fonctionnaire".

7. Section 56 of the said act, enacted R.S., c. 13, by section 6 of the act 6 George VI, chapter 14, is amended by replacing the words "From and after the first day of the month which follows the date of the death of an officer" by the words "From the day when the payment of the salary of an officer ceases" in the three first lines thereof.

S.R., c. 13, a. 63, am. **8.** L'article 63 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

État annuel. "Toutefois, si les pensions et les remboursements dus aux fonctionnaires et employés de la Commission des accidents du travail de Québec, de la Commission du salaire minimum et de la Commission des liqueurs de Québec, ne peuvent pas être entièrement acquittés à même les fonds visés au troisième alinéa de l'article 52, ces commissions doivent, sur présentation d'un état annuel, acquitter le solde de ces pensions et remboursements."

S.R., c. 13, a. 67, am. **9.** L'article 67 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 7 de la loi 7 George VI, chapitre 10 et par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 9, est de nouveau modifié en y ajoutant après le mot "donnant," dans la cinquième ligne, les mots "avant le premier janvier 1949 et, par la suite,".

Id., a. 69, am. **10.** L'article 69 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 8 de la loi 7 George VI, chapitre 10, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la septième ligne, le nombre "1944" par le nombre "1949".

Id., a. 71, am. **11.** L'article 71 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 5 de la loi 8 George VI, chapitre 9, par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 17, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne, le nombre "1946" par le nombre "1949";

b) en y ajoutant, après le quatrième alinéa, le suivant:

Fonctionnaires d'un autre gouvernement canadien. "Toute personne qui, antérieurement à son entrée au service du gouvernement de la province, a été fonctionnaire d'un autre gouvernement canadien pendant au moins vingt-cinq ans peut faire compter, pour fins de pension, en tout ou en partie, ses années de service audit gouvernement, en suivant les formalités et en accomplissant les prescriptions du présent article.

8. Section 63 of the said act, enacted by section 6 of the act 6 George VI, chapter 14, is amended by adding thereto the following paragraph:

"Nevertheless, if the pensions and the refunds due to the officers and employees of the Quebec Workmen's Compensation Commission, of the Minimum Wage Commission and of the Quebec Liquor Commission cannot be fully met from the funds contemplated in the third paragraph of section 52, these Commissions shall, on presentation of an annual statement, pay the balance of such pensions and refunds."

9. Section 67 of the said act, enacted by section 6 of the act 6 George VI, chapter 14, amended by section 7 of the act 7 George VI, chapter 10, and by section 4 of the act 8 George VI, chapter 9, is again amended by adding thereto after the words "by giving," the words "before the first of January 1949 and, thereafter," in the fourth line thereof.

10. Section 69 of the said act, enacted by section 6 of the act 6 George VI, chapter 14 and amended by section 8 of the act 7 George VI, chapter 10, is again amended by replacing, in the seventh line, the number "1944" by the number "1949".

11. Section 71 of the said act, enacted by section 6 of the act 6 George VI, chapter 14, and amended by section 10 of the act 7 George VI, chapter 10, by section 5 of the act 8 George VI, chapter 9, by section 2 of the act 9 George VI, chapter 17, is again amended

a. by replacing, in the fifth line, the number "1946" by the number "1949";

b. by adding thereto, after the fourth paragraph, the following:

"Any person who, prior to his entry into the service of the government of the province, was an employee of another Canadian government for at least twenty-five years may have counted, for the purposes of his pension, in whole or in part, his years of service in the said government, by following the formalities and fulfilling the provisions of this section.

Dans le présent cas ne seront comptées que les années de service antérieures pour lesquelles le remboursement des retenues pour pension, effectué par ledit gouvernement canadien à ladite personne, a été intégralement remis au trésorier de la province pour être versé au fonds consolidé du revenu."

In the present case shall be counted only the prior years of service for which the refund of the pension deductions made by the said Canadian government to such person has been wholly remitted to the Provincial Treasurer for payment into the consolidated revenue fund."

Entrée en
vigueur. **12.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.